



**Cour  
Pénale  
Internationale**

**International  
Criminal  
Court**

# 4 juillet 2011 #84 La CPI semaine après semaine



## Situation en Libye

Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres, de saisir le Procureur de la CPI de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011. Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête dans la situation en Libye. Cette situation est assignée par la Présidence de la Cour à la Chambre préliminaire I. Le 16 mai 2011, le Procureur de la CPI a demandé la délivrance de trois mandats d'arrêt dans le cadre de cette situation.

### **La Chambre préliminaire I délivre trois mandats d'arrêt à l'encontre de Muammar Gaddafi, Saif Al-Islam Gaddafi et Abdulla Al-Senussi**

Le 27 juin 2011, la Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a délivré trois mandats d'arrêt à l'encontre de Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi, Saif Al-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi pour des crimes contre l'humanité (meurtre et persécution) qui auraient été commis en Libye du 15 février 2011 jusqu'au 28 février 2011 au moins, à travers l'appareil d'Etat libyen et les forces de sécurité.



La Chambre préliminaire I composée des juges Sanji Mmasenono Monageng (Présidente), Sylvia Steiner et Cuno Tarfusser, délivre trois mandats d'arrêt  
© ICC-CPI

La Chambre, composée des juges Sanji Mmasenono Monageng (Présidente), Sylvia Steiner et Cuno Tarfusser, a considéré qu'il existe des motifs raisonnables de croire que les trois suspects ont commis les crimes qui leur sont attribués et que leur arrestation paraît nécessaire pour garantir qu'ils comparaitront, qu'ils ne continueront pas de faire obstacle aux enquêtes et n'en compromettront pas le déroulement, et pour les empêcher d'utiliser leurs pouvoirs pour poursuivre l'exécution de crimes relevant de la compétence de la Cour.

La situation en Libye a été déférée au Procureur de la CPI par la résolution 1970, adoptée le 26 février 2011, par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, décida que « les autorités libyennes doivent coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur et leur apporter toute l'assistance voulue » et, tout en reconnaissant que le Statut de Rome n'impose aucune obligation aux Etats qui n'y sont pas parties, demanda instamment à tous les Etats et à toutes les organisations régionales et internationales concernées de coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur.

Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a décidé d'ouvrir une enquête et a demandé, le 16 mai 2011, la délivrance des trois mandats d'arrêt.

Plus d'information sur cette affaire [ici](#).

### Déclaration du Procureur de la CPI sur la décision de la Chambre préliminaire I délivrant trois mandats d'arrêt à l'encontre de Mouammar Gaddafi, Saïf El-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi



Le Procureur de la CPI au cours de la conférence de presse, au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

Il y a tout juste quatre mois, le monde demandait que justice soit rendue quant aux crimes commis en Libye et le Conseil de sécurité de l'ONU préconisait à l'unanimité l'intervention de la Cour pénale internationale. Hier, la Cour a rendu sa première décision. Elle a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre de Mouammar Gaddafi, de son fils Saïf Al-Islam Gaddafi et d'Abdullah Al-Senussi pour avoir fait abattre des civils dans la rue et persécuté de prétendus dissidents dans leur foyer, des actes constitutifs de crimes contre l'humanité. Les juges ont considéré que les intéressés doivent être appréhendés afin de les empêcher d'user de leurs pouvoirs pour commettre davantage de crimes.

Il est temps, à présent, de procéder à leur arrestation. Laissez-moi vous dire qui doit le faire et comment y parvenir.

C'est tout d'abord à la Libye qu'il incombe d'exécuter ces mandats d'arrêt. La Libye n'est certes pas partie au Statut de Rome, mais c'est depuis 1955 un pays membre de l'Organisation des Nations Unies, qui doit se conformer à la résolution 1970 du Conseil de sécurité, laquelle prévoit précisément que les autorités libyennes doivent « coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur et leur apporter toute l'assistance voulue ».

La Cour informera les autorités libyennes à Tripoli de sa décision. Les membres de l'entourage immédiat de Gaddafi sont concernés au premier chef : ces derniers peuvent poser problème et être poursuivis ou ils peuvent apporter la solution et collaborer avec les autres Libyens pour faire cesser les crimes.

Par ailleurs, le Conseil national de transition a fait part de sa volonté de donner suite aux mandats d'arrêt. Le Ministre de la justice, Mohamed Al Alagi, nous a rejoints et le Premier Ministre, Mahmoud Gibril, sera à nos côtés demain. Ils expliqueront leur plan d'action dès qu'ils seront en mesure de le faire.

Les forces internationales, qui interviennent sur place en application de la résolution 1973 du Conseil de sécurité, n'ont pas pour mandat de mettre à exécution ces mandats d'arrêt et ce n'est pas ce que demande la Cour.

Il est plus que jamais urgent de mener des négociations. Toutefois, celles-ci doivent se faire dans le respect de la résolution 1970 pour que justice soit rendue en Libye et en application de la décision de la Cour qui préconise l'arrestation de Kadhafi, de son fils et d'Al Sanussi.

Il y a deux limites juridiques clairement définies à ne pas dépasser et Gaddafi ne saurait user de son pouvoir pour continuer à s'en prendre aux victimes et s'il se rend sur le territoire d'un État partie au Statut de Rome, il devra être arrêté.

Le Bureau du Procureur continuera à enquêter sur d'autres crimes commis dans le cadre de la situation en Libye depuis le 15 février 2011, notamment au sujet d'allégations de viols et de tentatives de dissimulation de ces crimes. Nous compléterons notre dossier par de nouvelles accusations.

Source : Bureau du Procureur

#### Décisions adoptées entre le 27 juin et le 1 juillet 2011

##### **Decision on the "Prosecutor's Application Pursuant to Article 58 as to Muammar Mohammed Abu Minyar GADDAFI, Saif Al-Islam GADDAFI and Abdullah AL-SENUSSI"**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 juin 2011

##### **Warrant of Arrest for Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 juin 2011

##### **Warrant of Arrest for Saif Al-Islam Gaddafi**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 juin 2011

##### **Warrant of Arrest for Abdullah Al-Senussi**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 juin 2011

## Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* doit s'ouvrir le 17 août 2011.

Décisions adoptées entre le 27 juin et le 1 juillet 2011

### Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

**Decision on the Request of Defence for Mathieu Ngudjolo to admit into evidence extracts from the statement DRC-D02-0001-0750 of Witness DRC-D02-P-0148**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 30 juin 2011

### Affaire Mbarushimana

**Decision on the "Prosecution's Request for an order regulating defence use of an inadvertently disclosed witness statement and lifting of redactions" and on the "Prosecution's Application for non-disclosure order and order on regulation of contact with witnesses"**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 29 juin 2011

**Decision on the Defence request to consider sanctions for misconduct**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 30 juin 2011

**Decision on the "Defence request for a permanent stay of proceedings"**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 1 juillet 2011

## Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* ("Ahmad Harun") et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* ("Ali Kushayb") ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n'est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre de première instance I le 17 juin 2010 ; l'audience de confirmation des charges s'est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l'unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l'encontre d'Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Décisions adoptées entre le 27 juin et le 1 juillet 2011

### Affaire Banda et Jerbo

**Decision on the Prosecution's Request to Invalidate the Appointment of Counsel to the Defence**

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 1 juillet 2011

**Decision on "Defence Application pursuant to articles 57(3)(b) & 64(6)(a) of the Statute for an order for the preparation and transmission of a cooperation request to the Government of the Republic of the Sudan"**

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 1 juillet 2011

**Decision on "Defence Application pursuant to Articles 57(3)(b) & 64(6)(a) of the Statute for an order for the preparation and transmission of a cooperation request to the African Union"**

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 1 juillet 2011

**Order to the Registry to commence training of Zaghawa interpreters**

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 1 juillet 2011

### Situation en République du Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. Les audiences de confirmation des charges dans les deux affaires : *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* et *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* sont programmées pour le 1<sup>er</sup> et le 21 septembre 2011, respectivement.

#### Décisions adoptées entre le 27 juin et le 1 juillet 2011

##### **Decision on the Request for Assistance Submitted on Behalf of the Government of the Republic of Kenya Pursuant to Article 93(10) of the Statute and Rule 194 of the Rules of Procedure and Evidence**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 29 juin 2011

### Affaire Ruto, Kosgey et Sang

##### **Decision on the Registrar's "Request for instructions on the processing of victims' applications"**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 28 juin 2011

##### **Decision Requesting the Parties to Submit Information for the Preparation of the Confirmation of Charges Hearing**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 29 juin 2011

##### **Decision on the "Prosecution's request for extension of page limit for the Document Containing the Charges"**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 1 juillet 2011

### Affaire Muthaura, Kenyatta et Ali

##### **Decision on the Registrar's "Request for instructions on the processing of victims' applications"**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 28 juin 2011

##### **Decision on the "Prosecution's request for extension of page limit for the Document Containing the Charges"**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 1 juillet 2011

##### **Decision on the "OPCV's Request for Leave to Respond to 'Defence Observations on 4 Applications for Victim Participation in the Proceedings'"**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 1 juillet 2011

### Situation en République de Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, avait, le 18 avril 2003, **déclaré accepter** compétence de la Cour. La présidence de la République de Côte d'Ivoire a récemment **confirmé cette acceptation**, les 14 décembre 2010 et 3 mai 2011. Le 23 juin 2011, le Procureur de la CPI a demandé à la Chambre préliminaire l'autorisation d'ouvrir une enquête relativement à la situation en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010.

#### Décisions adoptées entre le 27 juin et le 1 juillet 2011

##### **Decision notifying the election of the Presiding Judge**

Rendue par la Chambre préliminaire III, le 28 juin 2011

### Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**



### Événements

#### Le président du comité exécutif du Conseil national libyen de transition, Mahmoud Jibril, rencontre le Procureur de la Cour pénale internationale

Le 29 juin 2011, le président du comité exécutif du Conseil national libyen de transition (CNLT), M. Mahmoud Jibril, a rencontré le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), M. Luis Moreno-Ocampo, à La Haye.

Le Procureur a souhaité la bienvenue à M. Jibril et profité de cette visite pour rappeler qu'il incombe aux autorités libyennes de mettre en oeuvre la résolution 1970 et d'exécuter les mandats d'arrêt délivrés par les juges de la CPI à l'encontre de Mouammar Kadhafi, de son fils Saïf Al-Islam Kadhafi et d'Abdullah Al-Senussi en raison des crimes contre l'humanité qu'ils auraient commis en Libye depuis le 15 février 2011.

Le Procureur a expliqué à M. Jibril les travaux et analyses indépendants et purement juridiques de son Bureau. Il a discuté avec lui des enquêtes en cours et lui a indiqué que l'étape prochaine concernera des prétendus crimes de guerre, qui auraient été commis par les parties au conflit en Libye, les prétendues attaques contre des africains sub-sahariens perçus à tort comme des mercenaires et des allégations de viols massifs.

M. Jibril a réitéré la position du CNLT : « La Libye se doit de prendre la tête de tout ce qui concerne la Libye et de tout ce qui se passe sur le sol libyen ». S'agissant du conflit en général, il a ajouté que « les discussions avec le Procureur avaient porté sur la réconciliation nationale qu'il faudra engager au terme de cette épreuve et de cette tragédie, ainsi que sur les réparations à apporter aux victimes de meurtres et de viols ».

Le Procureur de la CPI et M. Jibril se sont mis d'accord sur le besoin de mettre fin à l'impunité des auteurs les plus responsables de prétendus crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Libye, nonobstant leur position ou leur camp politique.

Source : Bureau du Procureur



Le président du comité exécutif du Conseil national libyen de transition, Mahmoud Jibril, et le Procureur de la Cour pénale internationale, au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

#### Le Président de l'Assemblée en visite à La Haye

Español, عربي



Monsieur l'Ambassadeur Christian Wenaweser, Président de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée »), s'est rendu à La Haye du 27 au 29 juin 2011. Au cours d'une réunion informelle, il a rencontré 16 juges de la Cour pour un échange de vues ouvert et informel sur, notamment, les actuels et futurs rapports de la Cour avec les Nations Unies, en particulier face aux derniers renvois du Conseil de sécurité à la CPI, des aspects du travail de la Cour touchant à son budget, y compris le cycle budgétaire, la possibilité d'accélérer la procédure judiciaire et le Groupe d'étude de l'Assemblée sur la gouvernance.

Il a également organisé une retraite à laquelle ont participé Monsieur l'Ambassadeur Jorge Lomónaco, Vice-président de l'Assemblée et Président du Groupe de travail de La Haye, le Président de la Cour, le Procureur, le Greffier, le Chef de cabinet de la Présidence et le Directeur du Secrétariat de l'Assemblée, pour s'entretenir de façon informelle de questions d'intérêt commun aux États Parties et à la Cour, et notamment du budget de 2012 et d'autres sujets relatifs aux rapports entre l'Assemblée et la Cour. En outre, il a rencontré d'autres hauts fonctionnaires de la Cour et des membres du corps diplomatique, dont Monsieur Ben Knapen, le Secrétaire général du Ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Le Président a également informé le groupe des Amis de la Cour, basé à La Haye, des activités en rapport avec l'Assemblée et des défis à venir.

En outre, il a convoqué une réunion du Bureau pour s'entretenir de questions telles que les locaux temporaires et le mécanisme de contrôle indépendant, ainsi que pour communiquer les dernières informations au sujet du travail du Comité de recherche pour faciliter la nomination du nouveau Procureur.

Lors de la conférence de presse, le Président s'est félicité de la décision du 27 juin 2011 de la Chambre Préliminaire I de délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre de Muammar Abu Minyar Gaddafi, Saif Al Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi, et a remercié la Cour pour la rapidité et l'efficacité avec laquelle elle a rendu cette décision. Il a également souligné l'obligation pour les États Parties et la Jamahiriya arabe libyenne d'exécuter les mandats d'arrêt et la nécessité d'assurer le financement des dépenses encourues par la Cour. De plus, le Président s'est réjoui de ce que la Tunisie soit devenue le 116<sup>ème</sup> État Partie, premier État d'Afrique du Nord et quatrième État de la Ligue des États arabes à accéder au Statut de Rome. Il a déclaré que cette accession est « ...une évolution importante qui témoigne des changements profonds auxquels nous avons assisté ces derniers mois dans cette région en particulier, et aussi à l'échelle mondiale ». Il a également brièvement communiqué les dernières informations sur le travail du Comité de recherche pour faciliter la nomination du nouveau Procureur de la Cour pénale internationale.

### Liens

[Conférence de presse du PAEP sur la décision de la Chambre préliminaire I](#)

[Déclaration du PAEP sur l'accession de la Tunisie](#)

Source : Assemblée des États Parties

### La CPI lance une page Facebook en prévision du 17 juillet : Journée de la justice pénale internationale

En prévision des célébrations qui auront lieu le 17 juillet prochain, la Cour pénale internationale (CPI) a lancé le 1 juillet 2011, [la page Facebook de la Journée de la justice pénale internationale](#). La page a pour objectif non seulement d'encourager les gens à célébrer la Journée de la justice pénale internationale, mais également de fournir un espace permettant d'entrer en contact avec les défenseurs de la justice pénale internationale où qu'ils soient dans le monde et de partager des idées de célébration du 17 juillet.

La page Facebook de la Journée de la justice pénale internationale énumère les événements organisés par la CPI au siège de la Cour à La Haye, ainsi que dans des pays faisant l'objet d'une situation, tels que la République démocratique du Congo, l'Ouganda, la République centrafricaine et le Kenya.

Les particuliers et les organisations auront ainsi la possibilité de dialoguer avec des gens attachés aux mêmes principes et de s'inspirer de leurs initiatives. Les membres qui ont organisé un événement dans leur communauté peuvent en afficher les détails sur le « Mur ». Ils peuvent également télécharger des photos et des vidéos de l'événement. Les membres du réseau qui « aiment » la page peuvent en suivre les événements sur notre Fil d'actualité. Ils peuvent aussi partager la page avec leurs amis. Les informations affichées sur la page seront accessibles au public en général et pourront être facilement retrouvées en utilisant les moteurs de recherche courants.

### Contexte

Le 1<sup>er</sup> juin 2010, lors de la conférence de révision du Statut de Rome tenue à Kampala (Ouganda), les États parties au Statut de la CPI ont décidé de faire du 17 juillet la Journée de la justice pénale internationale. Cette date commémore le 17 juillet 1998, date à laquelle la communauté internationale a franchi une étape historique en adoptant le Statut de Rome, fondement juridique de la création de la Cour pénale internationale, qui est une juridiction permanente.

## Calendrier

JUILLET 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
4	5	6	7	8	9	10
Le juge Song, le Président de la CPI, fait appel aux avocates africaines à Maputo, au Mozambique	Session d'imprégnation des Chefs de Cour et de Parquet de l'Association des hautes Juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF)		La CPI organise un événement symbolique pour lancer la commémoration du 17 juillet, Journée de la justice pénale internationale			
La CPI lance un séminaire sur le droit international pénal et la CPI à Kampala en Ouganda						
11	12	13	14	15	16	17
	Participation du juge Song, président de la CPI, au <i>Commonwealth Law Ministers Meeting</i> à Sydney, en Australie.					
		La CPI organise un séminaire de formation pour les points focaux de partenaires dans les pays où la Cour a ouvert des enquêtes.				
18	19	20	21	22	23	24
La CPI et la Commission de l'Union africaine organisent conjointement un séminaire au sujet des aspects techniques du Statut de Romke à Addis-Abeba, en Ethiopie.						
	Discours d'ouverture du juge Song, président de la CPI, lors d'une réunion d'experts de l' <i>Asian-African Legal Consultative Organization</i> sur le Statut de Rome à Kuala Lumpur, Malaisie					
Vacances judiciaires						
25	26	27	28	29	30	31
Mme la Juge Aluoch s'adresse aux étudiants et fait appel aux avocates africaines de Kisumu au Kenya	Mme la Juge Aluoch s'adresse aux étudiants de Nairobi au Kenya		Mme la Juge Aluoch fait appel aux avocates africaines de Kigali au Rwanda	Mme la Juge Aluoch s'adresse aux étudiants de Kigali au Rwanda		
Vacances judiciaires						
AOÛT 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
1	2	3	4	5	6	7
Vacances judiciaires						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.